



ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

Attaque de la mosquée de Bayonne

Question au Gouvernement n° 2330

Texte de la question

ATTAQUE DE LA MOSQUÉE DE BAYONNE

M. le président. La parole est à M. David Habib.

M. David Habib. Monsieur le Premier ministre, s'il y a un département de France qui a toujours pratiqué le vivre ensemble, qui a toujours refusé les discours xénophobes, et préservé la pluralité des pensées et des cultes, c'est bien mon département des Pyrénées-Atlantiques. *(Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe SOC.)* Hier, nous sommes restés sans voix, quand nous avons appris qu'un criminel avait tiré sur deux fidèles devant la mosquée de Bayonne. Nous leur souhaitons de se rétablir totalement. Je le répète : cela, ce n'est pas nous, ce n'est pas le Sud-Ouest, le Béarn, le Pays basque ni le département des Pyrénées-Atlantiques.

Bayonne, c'est la ville de René Cassin, de Mgr Etchegaray, de résistants hier, et, aujourd'hui, d'associations et d'élus de gauche mais aussi de droite *(M. Laurent Furst applaudit)*, solidaires des migrants. Le Béarn et le Pays basque ont toujours respecté l'autre ; ils ont toujours considéré qu'il était leur frère, jamais leur ennemi. Aussi, nous avons du mal à comprendre.

Il s'agit de l'œuvre d'un fou. Sûrement ! Mais ça ne peut pas être que cela. C'est aussi la marque d'un pays qui est malade. Le pire serait de faire des raccourcis et d'exonérer une responsabilité individuelle. Pourtant, quand on choisit l'immigration comme thème central, quand on débat sur le voile ou, pire, qu'on pointe une mère de famille devant ses propres enfants parce qu'elle est voilée, cela déstabilise un pays. *(Applaudissements sur les bancs des groupes SOC et GDR.)*

Je veux comprendre, parce que j'aime passionnément ce département qui m'a choisi quatre fois de suite, alors que moi aussi j'y ai été accueilli. Je veux comprendre. Vous connaissez la théorie du chiffon rouge !

Aussi, je vous demande, monsieur le Premier ministre de nous dire quelle est notre part de responsabilité collective, quelle est votre propre part de responsabilité comme chef de la majorité, quelle est la part de responsabilité du Président de la République dans ce climat malsain ? *(Applaudissements sur les bancs des groupes SOC et GDR, et sur plusieurs bancs du groupe LT.)*

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'intérieur.

M. Christophe Castaner, ministre de l'intérieur. Ce qui s'est passé hier à quinze heures vingt, quand un individu s'est présenté devant la mosquée de Bayonne et a violemment attaqué deux fidèles après avoir voulu incendier cette mosquée, ce n'est pas Bayonne, ce n'est pas le pays du Béarn, ce n'est pas non plus la France. Parce que la France doit garantir la liberté de croire et de ne pas croire, parce que la République doit garantir cette liberté de croire et de ne pas croire. Ce qui s'est passé hier, ce n'est pas la France !

L'enquête précisera et qualifiera ce dont il s'agit, mais je veux avant tout avoir, comme chacune et chacun d'entre nous, une pensée pour les deux victimes. L'une d'elles, en situation de handicap, s'est retrouvée dans l'incapacité de fuir. Je veux aussi avoir une pensée pour nos forces de sécurité intérieure qui sont intervenues dans des délais extrêmement rapides. Elles ont peut-être évité le pire, car l'individu en question aurait pu vouloir faire encore plus de mal. L'intervention rapide de nos forces de sécurité intérieure a permis de limiter effectivement ce risque.

Vous le savez, monsieur le député, dès hier soir, le secrétaire d'État auprès du ministre de l'intérieur, Laurent Nunez, était présent sur place. Ce matin, Mme la garde des sceaux a reçu l'ensemble des associations. Comme vous le dites, il faut nous poser les vraies questions : celles de l'échec de l'intégration depuis près de trente années dans notre pays, qui fait qu'aujourd'hui on regarde l'autre, y compris dans sa religion, comme s'il était un adversaire comme s'il était un ennemi. Celles de ce pourrissement lent des esprits qui fait que, finalement, au nom de ce rejet de l'autre, on peut considérer qu'il est possible de commettre le pire, comme nous l'avons vu hier à Bayonne.

Alors, oui, nous devons faire France ensemble, nous devons garantir le principe fondamental de la laïcité, et nous devons nous rassembler et ne pas chercher à stigmatiser tel ou tel ou à désigner tel ou tel coupable, mais faire en sorte que le vivre ensemble, retrouve toute sa place dans notre société ! (*Applaudissements sur les bancs des groupes LaREM et MODEM.*)

Données clés

Auteur : [M. David Habib](#)

Circonscription : Pyrénées-Atlantiques (3^e circonscription) - Socialistes et apparentés

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 2330

Rubrique :

Ministère interrogé : Intérieur

Ministère attributaire : Intérieur

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [30 octobre 2019](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [30 octobre 2019](#)